

L'Echo de Manitoba.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

"TOUT DROIT."

VOL. I.

WINNIPEG, MANITOBA, MAI, 19. 1898.

No 16.

ABONNEMENTS

Canada et États-Unis \$1.00
Europe (compris le port) 2.50

TARIF DES ANNONCES.

1^{re} insertion, par ligne 10 cts
Chaque insertion subséquente 5 cts
N. B. — Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 cents chacune.

AVIS IMPORTANT

Une grande assemblée conventionnelle de l'Association Libérale Française aura lieu mardi le 24 Mai à 2 heures p.m. à Albert Hall, coin des Rues Main et Market Est, des questions de grande importance seront discutées. Tous les membres sont priés d'y assister.

Wm. Lagimodière, Pres.

H. Fournier, Sec.

LA GUERRE

Tokio, 10 mai — La Russie et le Japon sont d'accord pour reconnaître l'indépendance de la Corée.

Key-West, 11 mai — La saison des pluies est commencée à Cuba le général a défendu de vendre du riz à aucun prix.

New-York, 12 mai — La nouvelle de l'approche de bateaux Espagnols a causé ici une véritable consternation.

Key-West, 12 mai — Les Américains ont eu plusieurs tués dans leur tentative de débarquement à Cardenas.

Le combat a duré huit heures. Le torpilleur Winslow est hors de combat.

New-York, 12 mai — Une dépêche de Fort de France annonce que la flotte Américaine bombarde San Juan de Porto Rico.

Key-West, 12 mai — Les Américains ont également été repoussés à Cienfuegos.

Washington, 13 mai — La flotte espagnole est arrivée à la Martinique. Le transport des troupes de débarquement à Cuba a été contre-mandé.

Key-West, 13 mai — Les bateaux Hornet et Manning n'ont pu débarquer à Cuba leurs provisions, et ont dû retourner ici.

Madrid, 13 mai — Le bombardement de San Juan par l'amiral Sampson n'a causé aucun dommage sérieux à la ville ni aux forts.

Londre, 13 mai — M. Chamberlain dans un discours à Birmingham a déclaré la nécessité de l'alliance entre l'Angleterre et les États-Unis pour résister au reste de l'Europe.

Old-Point, 14 mai — L'amiral Schley avec l'escadre volante vient d'appareiller, on pense qu'il va rejoindre Sampson.

St. Pierre Martinique, 14 mai — Une flotte espagnole de 8 bateaux et 7 torpilleurs est passée en vue.

Key-West, 15 mai — Le steamer Gussie qui portait des armes et des vivres aux insurgés Cubains n'a pu débarquer.

Cape Haitien, 15 mai — L'amiral Sampson est à Puerta-Plata, île de San Domingue.

Curacao, 15 mai — La flotte espagnole est ici, faisant du charbon et des provisions.

William Ewart Gladstone



WILLIAM EWART GLADSTONE.

M. William E. Gladstone vient de mourir à l'âge de 89 ans. Le "Great-old-Man" fit des études brillantes à Eton puis à Oxford. Il avait 23 ans lorsqu'il entra au Parlement où il représentait Newark.

Robert Peel fit entrer Gladstone dans son cabinet tory, comme secrétaire des Colonies.

Gladstone fut ensuite vice-président de la chambre de commerce.

Dès lors Gladstone se trouve mêlé à toutes les luttes de la politique en Angleterre.

Son adversaire principal fut Lord Disraeli.

Il combattit la politique de Lord Palmerston au sujet de la Grèce.

Entre temps il fit divers voyages en Italie et en Grèce et son passage fut marqué par de nombreuses correspondances sur l'état de ces deux pays.

Pendant assez longtemps il représenta Oxford aux Communes.

Il fut ensuite Chancelier de l'Echiquier et son influence s'exerça surtout sur les questions économiques.

Premier Ministre en 1868, puis battu en 1888 par Lord Salisbury il abandonna la politique active et sa dernière intervention se produisit en faveur du "Home Rule."

Les Faits Exigent une Enquete a Stony-Mountain sur l'affaire du 2 Mai

Nous avons mentionné en son temps le désastreux incendie qui le 2 mai, a détruit la buanderie du Pénitencier de Stony-Mountain; nous avons évité jusqu'à ce jour de revenir sur cet accident, car nous avons pour principe de ne parler que de ce que nous connaissons, et une enquête préliminaire était indispensable pour préciser les faits.

Or, ainsi que tout le faisait prévoir, la responsabilité de l'accident retombe toute entière sur le préfet M. Irvine; cet homme se retrouve au fond de tous les méfaits dont le Pénitencier a été le théâtre, il est le génie malfaisant de l'institution tant au point de vue moral que matériel et sa présence à la tête de Stony-Mountain est un défi lancé au bon sens et à la justice.

Mais voici les faits; qu'on en juge.

Irvine était absent lorsque le feu éclata; cela n'étonnera personne dans notre ville, ni à Stony-Mountain, car le Pénitencier n'est qu'un pied à terre pour ce singulier Préfet, bien plus préoccupé de ses intérêts personnels que de ceux dont il a la garde. Nous ajouterons que ces absences continuelles sont d'autant plus graves que la place de Député-préfet est vacante, d'où il s'en suit que le Pénitencier se trouve ainsi complètement abandonné et sans chef responsable.

On ne peut être surpris, par suite, de constater le désordre et l'absence de discipline qui règnent en maîtres dans cet établissement.

Un rate-payer de Stony-Mountain dont les fréquentations journalières avec le pénitencier sont une garantie de sa parfaite connaissance en ce qui s'y passe continuellement affirme que les prisonniers parlent fument chiquent et rient à la buanderie, ils ont l'air de se la couler douce.

Le jour de l'incendie les choses ont dû se passer comme d'habitude; d'ailleurs les gardiens réguliers

étaient remplacés par d'autres qui, ou bien ne connaissent pas la discipline, ou bien manquaient d'autorité pour s'opposer aux coutumes déplorables tolérées jusqu'à ce jour.

Ce n'est donc point trop s'avancer que d'attribuer à quelque fumée la cause première de l'incendie.

Le sinistre a été désastreux, tout le linge qui s'y trouvait (car c'était justement le jour de lavage), a été brûlé, c'est une perte absolue, et le remplacement indispensable de ce matériel disparu nécessitera une dépense sérieuse.

L'installation intérieure, les machines tout le matériel de la buanderie représentant une valeur de \$5,000 ont été complètement détruits, et le bâtiment lui-même qui avait coûté au delà de \$3,000 n'est plus qu'un amas de ruines.

Il paraît surprenant qu'un désastre si considérable ait pu se produire dans un établissement où il est de règle en général, partout ailleurs, d'exercer une surveillance minutieuse pour prévenir de tels accidents, où l'on a à sa disposition un personnel nombreux pour exercer sa surveillance, et où enfin les fonds ne manquent pas pour installer tous les moyens de combattre rapidement tout commencement d'incendie.

Hélas, c'est justement parce que rien de tout cela ne fonctionnait, parce que la surveillance n'était pas exercée, parce que les précautions les plus élémentaires avaient été omises, parce qu'enfin le matériel pour combattre le feu, était en mauvaise état que le désastre a pu prendre de telles proportions.

De l'avis de tous les conséquences eussent été bien autrement terribles sans le secours apporté immédiatement par tous les habitants des environs. Sans eux, le Pénitencier tout entier risquait d'être la proie des flammes.

Certes la disparition de cet éta-

blissement n'aurait pu être que profitable pour le bon renom du village de Stony-Mountain, car aujourd'hui comme hier l'aspect pitoyable qu'offre au passant l'ensemble des terrains et des bâtisses du Pénitencier n'est pas pour séduire. Le désordre, la malpropreté, sautent aux yeux des plus indifférents et dénotent une absence complète de direction, une désorganisation absolue dont l'incendie du 2 mai n'est que le triste corollaire.

Nous avons il y a deux mois poussé un cri d'alarme et attiré l'attention du gouvernement sur cette situation déplorable et sur la conduite coupable du Préfet Irvine.

Les faits se chargent aujourd'hui de prouver combien étaient légitimes nos appréhensions. Il n'y a plus aujourd'hui d'équivoque possible, il faut que la vérité soit connue, et pour en arriver là une enquête est indispensable; nous ajouterons que tout retard serait condamnable, car il permettrait aux intéressés de préparer leur petite conspiration.

C'est un sujet de regret profond pour tous les honnêtes gens, de voir le peu de cas que fait le département de la Justice des plaintes de tous les membres libéraux.

Il semble pourtant que l'opinion des chefs du parti (opinion unanime parmi les Anglais comme parmi les Canadiens) devrait faire loi en ces matières qui intéressent directement la Province et l'on est en droit de se demander si le Ministre de la Justice est bien sincère dans ses protestations de dévouement au parti; et si la faute n'en retombe point sur lui, il convient de connaître les employés responsables de cette mauvaise volonté.

Quoiqu'il en soit, une enquête est indispensable, sa conclusion ne fait point de doute pour tous ceux qui sont au courant des faits et il faut espérer que cette fois, justice pleine et entière sera rendue.

Il en est temps, grands temps.

L'ECHO DE MANITOBA.

Publié tous les jeudis par la Cie d'imprimerie "L'Echo de Manitoba".
Toutes communications devront être adressées à

L'ECHO DE MANITOBA,
BOITE 1309, WINNIPEG, MAN.

Lettre d'Ottawa

Ottawa, mai le 12 1898.

Dalton McCarthy est décédé. Voilà la nouvelle qui a causé un grand émoi et une impression profonde, lorsqu'elle fut répandue dans les chambres à 9.30 mercredi soir, pendant que M. Bergeron parlait sur la question des écoles, question dont Dalton McCarthy lui-même fut le premier auteur.

M. McCarthy était doué d'un grand talent. En politique il était conservateur, mais depuis quelques années il a causé bien des perturbations dans le monde politique.

On se plaît à reconnaître qu'il était d'une intégrité absolue.

Il était entièrement dépourvu de l'esprit du fanatisme. Toutes les sensations qu'il créa au sujet de la question des écoles, lui furent inspirées plutôt avec l'intention de nuire au parti conservateur, dont il s'était séparé depuis quelques années, que de faire des misères aux catholiques.

Il nous a fait bien du mal tout de même. Dans le désir de se créer un tiers parti à lui, il nous a atteints dans ce que nous avons de plus sensible, nos écoles séparées.

Il nous appartient point de le juger; soyons indulgents. Après tout il n'a pas été notre pire ennemi. Ceux qui nous ont fait le plus de mal, ce sont les personnes de notre nationalité et de notre religion — qui ont fourni l'occasion à M. McCarthy et aux autres, de critiquer notre système d'école en force avant 1890. Que son âme repose en paix.

On cherche encore à faire revivre la question des écoles. Les membres français et appartenant au parti conservateur, semblent porter plus d'intérêt à cette question qu'ils ne le firent durant la dernière administration.

Leur zèle effréné pour leurs pauvres coreligionnaires de Manitoba, inspire la méfiance et les fait tomber dans une confusion ridicule. M. le sénateur Landry a été le premier à soulever cette question dans le sénat. Il a profité de l'occasion que M. Bernier était absent, où était donc notre sénateur?

M. Bergeron a été aux communes le porte-étendard des défenseurs de la cause des catholiques de Manitoba.

M. Bergeron s'est contenté de blâmer Sir Wilfrid Laurier, d'avoir fait appel à Rome, dans le but de s'assurer de l'appui de Léon XIII sur le règlement de la question. L'objet unique que M. Bergeron avait en vue, en amenant cette question devant les chambres, était de fournir de la matière aux protestants.

Aussi Clarke Wallace n'a pas été lent à reprocher au gouvernement d'avoir soumis le règlement de la question des écoles au Pape.

M. Bergeron, lui-même s'est exprimé dans le même sens.

Si, Sir Wilfrid Laurier avait réglé la question sans la soumettre aux autorités romaines, on l'eût accusé d'être anti-catholique, maintenant, parce que Sir Wilfrid a eu le bon sens de soumettre les principes du règlement à la considération du Pape, on voudrait monter les protestants contre lui.

Le discours de M. Bergeron fut d'un cynisme révoltant.

Il insinua que la minorité de Manitoba n'est point satisfaite du règlement, M. Jameson, fut prompt à contredire M. Bergeron sur ce point. Le député de Winnipeg dit qu'il était en mesure d'assurer les chambres que la minorité était satisfaite.

(Suite, page 3)